



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal

30 mars 2017

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

APRÈS LE SUCCÈS DU 22 MARS : CE N'EST QU'UN DÉBUT !

Avec son arrogance d'ancien banquier d'affaires, Macron multiplie les offensives contre l'ensemble des salariés depuis son élection. Il s'en prend aujourd'hui frontalement aux cheminots en espérant briser leur combativité pour démoraliser l'ensemble du monde du travail, comme Thatcher l'avait fait avec les mineurs en Angleterre. Seulement voilà, les cheminots sont décidés à ne pas se laisser faire et, avec entre 350 000 et 500 000 personnes dans les rues le 22 mars, on voit qu'ils ne sont pas les seuls.

Mécontentement général

Ouvriers des ateliers, agents des gares, personnels roulants et même des cadres, toutes les catégories de personnels de la SNCF se sont retrouvées dans une grève mobilisant des dizaines de milliers de salariés du groupe, alors même que la direction de la CGT n'appelait pas à faire grève et proposait une simple manifestation nationale. Et dans cette manifestation parisienne, très dynamique, les salariés de la SNCF ont retrouvé fonctionnaires, étudiants et lycéens à l'arrivée des cortèges.

Dans de nombreuses autres villes, les cheminots se sont joints directement aux cortèges de la Fonction publique. Car contrairement aux calculs du gouvernement, les cheminots ne sont pas isolés. Hospitaliers, territoriaux ou encore personnels de l'Éducation nationale et même des salariés du privé, tout le monde est mécontent de la politique du gouvernement.

Cette politique est la même partout : gel des salaires, sous-effectif organisé et dégradation des conditions de travail. À cela s'ajoute un énorme mépris qui passe par le dénigrement des uns et des autres prétendus « privilégiés ».

« Il ne faut pas mollir »... espère le gouvernement

Pour se rassurer face à la contestation, le Premier ministre Édouard Philippe racontait sur son Facebook Live qu'« *il ne fallait pas mollir* ». Rappelons qu'Alain Juppé, son mentor en politique, se disait « *droit dans ses bottes* » avant de s'écraser face au mouvement des cheminots et des fonctionnaires en passe de se transformer en grève généralisée en décembre 1995.

Aujourd'hui, malgré le succès de la mobilisation de jeudi dernier, la dureté ne vient pourtant pas des directions syndicales. À la SNCF, celles-ci ne proposent qu'un plan de grèves saute-mouton à partir

du 3 avril : deux jours par ci, deux jours par-là, étalés sur trois mois. Bref, des grèves en pointillés pendant que les trois grandes fédérations marchandent avec le gouvernement pour leur propre compte. Heureusement, des cheminots, rassemblés nombreux dans des assemblées générales, ne sont pas dupes et commencent à discuter d'une vraie grève, c'est-à-dire d'une grève reconductible qui devra s'organiser à la base et pourrait entraîner d'autres secteurs.

Vers la « coagulation » des conflits ?

C'est ce que craignent Macron et les patrons. Et il y a de quoi. Oui, la convergence des luttes est à l'ordre du jour. Du public au privé, les contestations peuvent se multiplier et faire boule de neige dans les chantiers, les bureaux, les ateliers, les centres commerciaux et bien sûr dans les transports et tous les services publics.

Les salariés d'Air France, dont certains étaient présents à la manifestation des cheminots, sont actuellement en lutte pour leurs salaires. Après avoir subi des milliers de suppressions d'emplois pour accroître la productivité, ils relèvent la tête. Vendredi 23 mars, leur grève a forcé la direction à annuler 25 % de ses vols. Et l'intersyndicale d'Air France, représentant toutes les catégories de personnel, appelle à une journée de grève le 30 mars puis à d'autres mobilisations en avril.

À Carrefour, plus grand employeur privé de France, les syndicats FO et CFDT appellent à une grève générale du groupe, qui sera certainement très suivie le 31 mars pour les salaires et contre les suppressions d'emplois.

Face au patronat et à la bourgeoisie qui n'ont jamais été aussi riches, il est temps de rendre les coups. Comment ? « **Tous ensemble !** » comme le criaient des milliers de cheminots jeudi dernier.

Qui peut le plus, peut le moins

Au Ferrage, bâtiment K, la direction voulait se débarrasser de certaines lignes, notamment de berceaux. Mais aucune entreprise sous-traitante n'en veut. Pour cause, les volumes de production dont PSA leur garantit l'achat sont trop faibles.

Résultat, on travaille tous les samedis pour faire des pièces d'avance sur des lignes censées disparaître dans les prochains mois. On pourrait tout aussi bien prolonger l'existence de ces lignes le temps qu'il faut... et garder nos week-ends intacts !

Les frères Peugeot pas preneurs de Renault

Le rapprochement avec Renault « poserait des problèmes sociaux incroyables », a affirmé le PDG de PSA, répondant à la commission des affaires économiques de l'Assemblée Nationale.

L'emploi passerait avant les profits dans la stratégie de Carlos Tavares ? Il prend vraiment les députés pour des gogos...

Nous sommes plus que des matricules

À PSA Poissy, un ouvrier était absent depuis plus d'un mois sans nouvelles. La direction s'en souciait tellement peu qu'elle a conseillé à certains de ses collègues de ne pas s'en occuper.

C'est pourtant parce que certains les ont alertés que les pompiers se sont rendus à son domicile. Il était décédé depuis près d'un mois. À la minute de silence en hommage mercredi 21 mars, la direction a à peine arrêté la chaîne. Plusieurs collègues du secteur du camarade décédé n'ont même pas eu le temps d'arriver au rassemblement. Sans commentaires.

Travailleurs d'Opel et de PSA : même combat

Lors du rachat d'Opel, PSA s'était engagé à maintenir les accords salariaux négociés avec General Motors. Mais PSA vient de changer d'avis.

Les Échos, journal détenu par Arnault (le 4^{ème} plus riche homme du monde) prétend que « les salariés non allemands [de PSA] ne comprendraient pas » que ceux d'Opel bénéficient d'une augmentation. Erreur. Ce que nous ne comprenons pas, c'est que nous ne bénéficions pas d'une vraie augmentation, par exemple de 300 euros par mois pour tous...

Les travailleurs de Bosch marquent un point

Les 1 600 salariés de Bosch à Rodez (Aveyron) travaillent exclusivement pour les moteurs diesel. Des moteurs dont Bosch se désengage depuis le scandale sur le truquage des émissions polluantes (le « Dieseltgate »). À Rodez, qui ne travaille que pour le diesel, la direction du groupe ne proposait rien d'autre...

sinon la mise à temps partiel de tous les salariés.

Aussi, du lundi 19 au vendredi 23 mars, ces derniers ont bloqué leur usine par des débrayages tournants et des piquets de grève.

La direction s'est finalement engagée à ne pas toucher aux salaires et à investir 30 millions d'euros pour maintenir les 300 emplois menacés. Cette promesse de patron peut certes être trahie dans la suite de la bataille. Mais les travailleurs viennent de remporter la première manche.

GM&S solidaires de Ford

Les salariés de Ford Blanquefort près de Bordeaux luttent depuis un mois contre le désengagement du groupe Ford de leur usine. Lors de la manifestation du 9 mars dernier, des travailleurs de GM&S, de La Souterraine étaient présents. Ces sous-traitants de PSA et Renault ont raconté comment ils ont connu 10 repreneurs, sont passés de 600 à 120 salariés, avec du travail pour 30.

C'est la meilleure réponse, celle des faits, à tous ceux qui prétendent, comme le ministre Le Maire, chercher un repreneur au lieu d'imposer à Ford de rester.

Non au licenciement de Gaël Quirante !

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, vient d'autoriser le licenciement de Gaël Quirante, représentant Sud Poste 92.

Il lui est reproché l'occupation, avec ses collègues, de la direction départementale de La Poste lors d'une grève... en mai 2010. Après huit ans de procédures et d'acharnement de La Poste, Pénicaud a décidé de ne suivre ni l'avis de l'Inspection du travail, ni le rapport de la contre-enquête qui reconnaît une discrimination syndicale.

Ses collègues se sont mobilisés à de nombreuses reprises pour défendre Gaël. Ils étaient à nouveau plusieurs centaines à manifester cette semaine. La lutte continue.

La grève, c'est l'arme de tous les travailleurs

Depuis le 12 février, 160 travailleurs sans-papiers de six entreprises de région parisienne faisaient grève pour obtenir leur régularisation.

Il a fallu plus d'un mois de lutte pour que leurs patrons remplissent les formulaires nécessaires et que la préfecture s'engage par écrit à fournir les titres de séjour auxquels ils ont droit.

Cette victoire est d'abord la leur. Mais elle nous renforce tous, car ils sont désormais à même de mieux faire respecter leurs droits, donc aussi les nôtres à tous.